

# QU'EST-CE QUE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT ?

PAUL BOCCARA

---

\* Cette étude, rédigée en juillet 1972, paraît en article sous le titre : « Eléments sur la crise du capitalisme monopoliste d'Etat », dans le numéro de décembre 1972 de la Nouvelle Revue Internationale, revue de théorie et d'information des partis communistes et ouvriers, pour laquelle elle a été écrite.

---

**D** EPUIS quelques années, en France, nous caractérisons la situation nouvelle du capitalisme par l'expression de « crise du capitalisme monopoliste d'Etat ». Nous nous bornons ici à considérer quelques éléments, essentiellement économiques, de l'analyse de cette phase nouvelle et originale de la crise générale du capitalisme.

## PHENOMENES GENERAUX DE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

### DE L'EPANOUISSEMENT DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT A SA CRISE

Du lendemain de la deuxième guerre mondiale jusque vers la fin des années 1960 environ, le monde capitaliste connaît une croissance rapide de la production, un emploi souvent élevé, des crises faibles et des dépressions peu durables. En même temps, on assiste partout à une intervention massive de l'Etat capitaliste dans la production et la consommation. L'idéologie bourgeoise tire argument de ces faits pour prétendre que l'Etat, arbitre au-dessus des classes, n'est préoccupé que de l'intérêt général et que la maîtrise de la croissance économique est désormais assurée.

En réalité, il s'agit seulement de la période d'épanouissement du capitalisme monopoliste d'Etat. Non seulement les antagonismes sont maintenus entre travail et capital, mais encore ils sont approfondis et généralisés, avec le pillage de la population par l'impôt et l'inflation renforçant l'exploitation, la salarisation massive des différentes catégories de travailleurs, le poids des armements, la domination néo-colonialiste, etc.

La théorie marxiste-léniniste permet de mieux comprendre comment toutes les interventions publiques dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat vont dans le sens de l'intérêt général des monopoles capitalistes, en favorisant systématiquement leurs profits et leur accumulation. Cette analyse a été développée en particulier à la Conférence internationale de Choisy-le-Roi en 1966 (1). Sur la base de cette analyse théorique, on peut comprendre aussi pourquoi la croissance capitaliste doit de nouveau aboutir à une période moins facile et plus tourmentée, où les antagonismes tendent à éclater. C'est dans ces conditions que dès 1968-1969, la Section Economique du Comité Central du Parti Communiste Français a pu analyser les graves difficultés récentes du capitalisme, en France et à l'échelle internationale, comme exprimant un tournant profond des conditions de la croissance capitaliste à partir de 1967-1969 et le début de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même.

1. Voir les travaux de la conférence dans *Economie et Politique*, n° 143-144 (juin-juillet), et n° 145-146 (août-septembre 1966).

## CONSCIENCE DEFORMEE DE LA CRISE DANS L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

En novembre 1971, le Président de la République française, Georges Pompidou, évoquant dans un discours à l'U.N.E.S.C.O. la « société désaccordée et mise en cause », prétendait : « la question, à mon sens, n'est ni économique ni politique. Elle est morale et métaphysique ». Cependant, le journal patronal **l'Opinion économique et financière** du 17 juin 1971, soulignant le « contraste... frappant » entre ce qu'il appelle « les brillants résultats de l'expansion... de l'économie » et le « mécontentement de plus en plus violent des différents corps sociaux qui constituent la nation » avait dû avouer : « la plus courante [des explications], celle dont font état les gens au pouvoir, que ce soit en France ou ailleurs, consiste à parler de crise de civilisation (...). Les communistes disent qu'il ne s'agit pas de crise de civilisation mais tout simplement de crise du capitalisme... On aurait tort de prendre à la légère cette affirmation communiste puisqu'elle rencontre de plus en plus d'échos. L'église catholique romaine vient de condamner le capitalisme ».

A partir de 1971-1972, une partie des économistes non marxistes, en France et dans les autres pays capitalistes, commence à reconnaître, sous la pression des faits, que nous assistons à un tournant profond de la croissance capitaliste. C'est le cas d'une partie des participants à un colloque économique tenu à Paris en juin et en novembre 1971 sur la « stagflation », néologisme forgé pour exprimer le mélange nouveau de **stagnation** (croissance ralentie) et d'**inflation** accélérée. Dans un ouvrage publié à Paris en décembre 1971, des économistes renommés, après avoir rappelé l'essor remarquable de la production dans les années 1960 aux Etats-Unis et en Europe occidentale, déclarent : « Un observateur objectif et informé qui aurait écrit l'histoire de la décennie en octobre 1967 aurait écrit un panégyrique. Chacun sait que l'image s'est brusquement ternie jusqu'à évoquer les plus sinistres fantômes du passé dans les quatre ans qui ont suivi. Il n'est plus question aujourd'hui dans tout le monde occidental, que d'inflation inguérissable, que de ralentissement de la croissance, la concomitance des deux phénomènes étant appelée « stagflation », de dégradation du mode de vie, pour ne pas parler de crise de civilisation » (1). En écho, dans son rapport au Conseil Economique français, du début de juillet 1972, M. André Malterre souligne « l'inefficacité partielle » des « remèdes » aux difficultés économiques en proclamant : « il s'agit... d'une crise politique et morale, dépassant très largement les problèmes économiques... C'est un problème de civilisation qui est posé. »

Contrairement à l'observateur prétendument objectif et informé d'octobre 1967, c'est précisément au moment des premiers

1. F. Perroux, J. Denizet, H. Bourguignat : « Inflation, dollar, euro-dollar », Paris, 1971, p. 26.

signes du tournant que les économistes communistes français ont évoqué publiquement son éventualité, à la Semaine de la Pensée Marxiste de Paris de novembre 1967. Pour nous, il ne s'agit pas d'une crise de civilisation, mais de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, phase nouvelle et cruciale de la crise générale du capitalisme. Certains spécialistes bourgeois prennent maintenant en considération les graves problèmes économiques. Mais tout en se heurtant à des questions réelles, ils les dénaturent, en se gardant d'évoquer les antagonismes fondamentaux du capitalisme. Certains se cantonnent dans les problèmes de technique monétaire ou encore évoquent le développement massif des « services » et la faiblesse naturelle du progrès de la productivité dans ce secteur. D'autres expliquent le malaise social et idéologique de la société par la « modernisation accélérée des sociétés industrielles avancées » en transition vers l'« ère post-industrielle » et par le « choc du futur » arrivant trop vite (1). D'autres encore se réfèrent aux « limites de la croissance » tenant aux bornes physiques des ressources naturelles et aux pollutions, selon la mode de 1972 mettant en cause la croissance quantitative en soi (2).

Commissariat Général  
Plan : « 1985 - La France  
face au choc du futur », Paris, 1972.

Voir « The limits to  
growth », rapport de l'équipe  
du M.I.T. dirigée par  
H. Meadows, 1972 (traduction  
française, Paris, 1972) et toute la littérature  
à l'entourer.

Il s'agit, en réalité, de l'ouverture d'une phase décisive de la crise générale du capitalisme. Aussi, les thèses du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Français, en se référant dès janvier 1970 à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, ouvrent la perspective révolutionnaire de la démocratie économique et politique, phase de transition au socialisme dans les conditions de notre pays.

## QUELQUES PHENOMENES SYMPTOMATIQUES RECENTS

Parmi les phénomènes symptomatiques de la crise, telle du moins qu'elle se manifeste dans ses débuts, c'est-à-dire depuis quelques années, on peut citer les suivants.

1°) Les tendances à l'accélération de l'inflation et de la hausse des prix nominaux, à la désorganisation des relations monétaires, aux violents mouvements spéculatifs et à la hausse du prix de l'or, avec, d'une façon générale, la crise du système monétaire capitaliste international.

2°) L'exacerbation de la concurrence capitaliste sur le marché international, le développement des antagonismes commerciaux avec les menaces de véritables guerres commerciales.

3°) Une tendance nouvelle à la progression du chômage dans tous les pays et au ralentissement de la croissance de la production. La fin de ce que l'on a appelé les « miracles » économiques de l'après-guerre. La tendance au ralentissement de la croissance de la production n'empêche pas la persistance des

hauts et des bas de la conjoncture. Mais cette croissance s'accompagne souvent d'un chômage plus massif et plus durable que par le passé. En même temps, une pression capitaliste aggravée concerne l'intensification du travail, le pouvoir d'achat des travailleurs et l'existence même des petits producteurs.

4°) Une insuffisance très grave, par rapport aux immenses besoins nouveaux, de la progression des dépenses pour les besoins collectifs, comme ceux d'éducation, de recherche, de santé ou encore ceux du cadre de vie : logement, urbanisme et transports.

5°) Dans les pays sous-développés dominés par l'impérialisme, le caractère alarmant de l'endettement et la crise du système dit d'« aides publiques », de graves difficultés résultant de l'insuffisance des prix des produits exportés et de l'amplification du chômage.

6°) Des luttes politiques et sociales d'une ampleur et d'un contenu nouveaux, une contestation globale de la société capitaliste, des aspirations grandissantes à la démocratie et au socialisme : depuis les luttes de mai-juin 1968 en France et celles de l'automne 1969 en Italie, de la Suède à l'Amérique latine.

En même temps, des efforts fébriles des classes dirigeantes pour réformer le système d'intervention de l'Etat, pour renforcer leur domination et pour contenir les luttes ouvrières et démocratiques. On comprend que la **Nouvelle Revue Internationale** souligne, en février 1972, « la crise profonde de toute la politique bourgeoise à l'égard de la classe ouvrière, au début des années 1970 dans la majorité des pays capitalistes développés » (1).

Elle indique aussi, en décembre 1971, la « profonde crise » du traditionnel « mécanisme d'exploitation des pays en voie de développement » et, en juin 1972, « l'actuelle crise de structure » des pays d'Amérique latine (2).

7°) Enfin, partout dans le monde capitaliste et notamment aux Etats-Unis, se manifeste de façon nouvelle une crise idéologique et morale profonde. Il y a souvent un malaise politique. La crise de l'enseignement et de l'Université, des Eglises, des institutions de culture et d'information, de la jeunesse est particulièrement sensible en France. Mais elle caractérise à des degrés divers tous les pays capitalistes. Un député réactionnaire français a pu déclarer : « la morosité que nous éprouvons, c'est la conviction d'assister au délitement de la société libérale occidentale, le sentiment que cette société... a désormais mauvaise conscience sur tout ». Nous ne pouvons, dans les limites de cet article, analyser les aspects non-économiques de la crise. Ces derniers entrent, cependant, en interaction avec les aspects économiques et sont de la plus haute importance, comme l'a montré le secrétaire général adjoint du Parti Communiste Français, Georges Marchais, dans son article « La société française en crise » (*l'Humanité*, du 10 juin 1971).

1. Le mouvement gréviste été-automne 1971 (*Nouvelle Revue Internationale*, février 1972).

2. Afrique et Asie — Un colonialisme réformé (décembre 1971).  
Amérique latine — Crise structurelle et contradictions (*Nouvelle Revue Internationale*, juin 1972).

# ELEMENTS THEORIQUES POUR UNE EXPLICATION DES BASES ECONOMIQUES DE LA CRISE ACTUELLE DU CAPITALISME

Nous avons pu annoncer le tournant économique profond dès le tout début, en nous fondant sur le développement de la théorie vivante des antagonismes essentiels entre capital et travail exposée avec précision par Marx dans le **Capital**. Nous pensons avoir ainsi confirmé, une fois de plus, que s'appuyer hardiment sur la théorie révolutionnaire était le contraire d'une attitude doctrinaire, en dépit de la vogue du positivisme jusque dans les rangs marxistes.

Afin d'analyser, même très sommairement, les fondements économiques de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, nous partons de l'explication du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même, faisant intervenir la théorie de ce que Marx appelle « la suraccumulation du capital ». Cette explication a été présentée à la Conférence internationale de Choisy-le-Roi en 1966 et développée dans la revue **Economie et Politique** ainsi que dans le traité sur le **Capitalisme monopoliste d'Etat** publié à Paris, aux Editions Sociales, en 1971.

## LA THEORIE MARXISTE DE LA SURACCUMULATION DU CAPITAL ET DE SES CONSEQUENCES

Suraccumulation de capital signifie capital accumulé en quantité excédentaire, car la plus-value est insuffisante pour rémunérer le capital en excédent et lui permettre de fonctionner normalement.

On connaît la loi de la tendance à la baisse du taux de profit moyen. Dans la réalité, il n'y a pas baisse continue et uniforme du taux de profit, mais baisse par saccades, affectant surtout l'excédent de capital et interrompue par des relèvements du taux. Le chapitre 15 du Livre III du **Capital**, où Marx expose la théorie de la suraccumulation et de ses solutions provisoires, se situe dans la section intitulée « Loi de la tendance à la baisse du taux de profit » comprenant les chapitres 13, 14 et 15. On n'utilise souvent que le chapitre 13, intitulé « Nature de la loi ». Il explique comment avec la tendance à l'élévation de la composition organique du capital, — exprimée par le rapport du capital constant (moyens matériels) au capital variable (à l'origine de la plus-value) — le taux de profit tend à baisser.

Se servir du seul chapitre 13 pour expliquer la réalité historique concrète, comme celle du capitalisme monopoliste d'Etat, c'est

amputer gravement la théorie marxiste réduite à l'ABC et aboutissant à une analyse dogmatique. Le chapitre 14, intitulé « Causes qui contrecarrent la loi », évoque les mouvements permettant le relèvement du taux de profit, comme la hausse du taux de plus-value ou la baisse de valeur des éléments du capital constant. Quant au chapitre 15, intitulé « Développement des contradictions internes de la loi », il montre comment le jeu des contre-tendances implique d'abord la suraccumulation et la baisse effective du taux de profit. Il montre aussi comment la reprise de l'accumulation, permise par le jeu des contre-tendances, conduit de nouveau à la suraccumulation sur une base élargie. Il permet seul le passage à l'analyse de la réalité phénoménale totale, malgré son état inachevé.

Dans la réalité concrète, quand l'élévation de la composition organique du capital exige la baisse du taux de profit, les capitalistes peuvent augmenter les prix pour augmenter le profit et, grâce à une inflation de crédit, continuer à accumuler rapidement. Mais avec la limitation des salaires, la consommation populaire ne peut plus suivre cette hausse de prix et de la production. Au bout d'un certain temps, une surproduction apparaît, révélant le capital en excédent et provoquant la baisse effective du taux de profit.

Cette suraccumulation se manifeste tout particulièrement dans les crises de surproduction périodiques. Alors, l'excédent de capital est soit « mis en sommeil » (arrêt de la mise en valeur), soit mise en valeur à un taux réduit, soit affecté de pertes (mise en valeur négative). Nous parlons de « dévalorisation de capital », avec la signification de mouvement en sens contraire de la valorisation ou mise en valeur. Cette dévalorisation du capital en excédent permet de relever le taux de profit des autres capitaux. Elle permet le relèvement du taux moyen et la reprise de l'accumulation globale, par ses effets tendant à la baisse de prix et de valeur des éléments du capital variable (relevant le taux de plus-value) ou encore des éléments du capital constant, sous la pression du chômage, de la surproduction et de la rationalisation de crise.

## **SURACCUMULATION ET CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT**

Marx indique d'autres solutions de la suraccumulation concrètement très différentes de celles consécutives à une simple crise de surproduction, bien qu'analogues dans leur principe. Il évoque ainsi l'exportation de l'excédent des capitaux. Les capitaux exportés ne réclament plus une part de la plus-value produite dans la métropole, où ils ne sont plus valorisés, mais trouvent une plus-value nouvelle à l'extérieur. Il y a là une explication du passage systématique à l'exportation des capitaux caractéristique de l'Impérialisme, que Lénine rattache d'ailleurs à « l'excé-

dent des capitaux ». On peut expliquer de la même façon un relèvement du taux de profit des monopoles, avec une certaine réduction de la valorisation des capitaux non monopolistes. On peut aussi expliquer le rôle du capital financier permettant d'utiliser systématiquement, pour les investissements industriels monopolistes, du capital ne réclamant qu'un simple taux d'intérêt (phénomène déjà analysé par Marx dans le chapitre 14 du Livre III du **Capital** à propos des chemins de fer).

Nous expliquons de façon analogue la phase du capitalisme monopoliste d'Etat qui succède, à l'intérieur du stade impérialiste, au capitalisme monopoliste simple, sous la pression des luttes de classes et de la compétition avec le socialisme.

Si des fonds publics sont donnés en subvention ou encore prêtés sans intérêt ou à faible taux, une partie du capital en fonction ne réclame pas une mise en valeur comparable à celle des capitaux privés de l'entreprise (monopoliste) bénéficiaire, dont le taux de profit est relevé d'autant. Une entreprise publique de production, fonctionnant avec déficit ou sans bénéfice ou avec un taux de profit réduit par rapport au secteur privé, permet le relèvement des taux de profit des capitaux privés monopolistes par l'intermédiaire des prix des produits de l'entreprise publique et des prix de ses achats. Des dépenses publiques de consommation ne réclament pas de taux de profit. Elles peuvent néanmoins financer des dépenses devenues nécessaires à la production (éducation, santé, recherche), ou des débouchés à des conditions et prix avantageux (permettant de financer indirectement les programmes de recherches et d'investissement) comme avec les dépenses d'armement. Enfin, des « aides » publiques, en don ou à taux d'intérêt réduit, de type néo-colonialiste, peuvent fournir un débouché analogue aux produits (armements, etc.) du pays impérialiste dominant. Elles peuvent financer des productions (énergie, transports) dans des conditions permettant de relever encore le taux de profit des capitaux privés exportés dans le pays concerné.

Certes, les exportations de capitaux que Marx analyse dans le **Capital** existaient avant le passage à l'Impérialisme où elles deviennent une composante massive et décisive du mode de production. Il en est de même des interventions publiques de l'Etat dans le financement de la production et de la consommation avant et après le passage au capitalisme monopoliste d'Etat. Avec le passage du capitalisme monopoliste simple au capitalisme monopoliste d'Etat, les monopoles privés renforcent leur domination avec l'aide décisive de l'Etat, c'est du capitalisme monopoliste au carré pour ainsi dire.

## **SURACCUMULATION ET CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT**

L'intervention publique de type nouveau favorise la reprise de l'accumulation privée sur des bases élargies, après les graves dépressions affectant le capitalisme monopoliste entre les deux guerres mondiales. Aussi, elle va de nouveau conduire à un excédent formidable et durable du capital privé. D'où la mise en cause, de façon beaucoup plus grave que dans l'entre-deux guerres, de la structure capitaliste, avec la crise du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même.

S'il y avait simple baisse du taux de profit et non comme dans la réalité dialectique, « excédent de capital » exigeant sa « dévalorisation », on ne comprendrait ni la nécessité objective des crises de surproduction, ni celle des transformations structurelles du capitalisme comme lors du passage au capitalisme monopoliste d'Etat. En réalité, les monopoles ont été contraints à ce passage par l'éclatement des antagonismes capitalistes fondamentaux provoquant l'essor des luttes de classes. Il ne s'agit pas d'une adaptation volontariste des capitalistes monopolistes à une baisse régulière du taux de profit moyen, adaptation permettant de lutter indéfiniment avec succès contre cette baisse. Au contraire, la situation s'améliorant pour les capitalistes, elle conduit à favoriser l'accumulation massive des monopoles privés et donc à la longue, à une nouvelle situation de suraccumulation profonde et relativement durable. Cette suraccumulation donne le ton général d'une nouvelle longue période : celle de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

Schématiquement, on peut montrer que pendant les longues périodes où l'essor prédomine — comme pendant la « belle époque » 1896-1914 ou les années 1945-1967 — les crises de suraccumulation périodiques sont résolues assez facilement. Elles sont résolues principalement par le relèvement du taux de plus-value compensant l'effet de la tendance à la hausse de la composition organique du capital. Ainsi, malgré cette hausse le taux de profit peut s'élever. Cependant, la composition organique du capital tend à grandir de plus en plus pour élever la productivité du travail et le taux de plus-value. Finalement, le capital constant devient si important par rapport au capital variable que l'élévation du taux de plus-value affectant le capital variable ne peut plus relever durablement le taux de profit moyen. D'où, la suraccumulation profonde et relativement durable, avec les baisses du taux de profit et les difficultés nouvelles de longue période, comme celle de 1873-1895 qui connaît le passage au capitalisme monopoliste et celle de 1914-1944 qui connaît sa transformation en capitalisme monopoliste d'Etat.

Dans ces dernières longues périodes, la concurrence tend à imposer les efforts pour relever le taux de profit principalement par

une baisse de valeur massive des éléments du capital constant (diminution du travail contenu dans les moyens de production) telle qu'elle tend à provoquer la baisse de la composition organique du capital. Mais le but déterminant de l'économie étant l'accumulation du capital et non le développement des travailleurs, il résulte de ces efforts une tendance à la surproduction beaucoup plus importante. La surproduction et la diminution massive du travail contenu dans les moyens de production, provoquent une tendance au chômage plus massif et plus durable.

On assiste à l'éclatement des antagonismes capitalistes sur la base élargie, originale, des conditions structurelles développées dans la longue phase historique antérieure. Les luttes de classes tendent à s'amplifier.

Pour comprendre la nouvelle suraccumulation profonde et relativement durable, caractérisant l'ouverture de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, il faudrait aussi faire intervenir le rôle des frais nouveaux pesant sur la plus-value. Il s'agit des dépenses massives de recherche, d'éducation, de santé ou encore des dépenses d'armement.

La croissance de la plus-value tend aujourd'hui à ne plus permettre de rémunérer avec le même taux de profit la masse colossale et grandissante des capitaux monopolistes. Cela va de pair avec l'exaspération de l'exploitation et, notamment, de l'intensification du travail. Cela engendre les méthodes de gonflement des profits monopolistes par la hausse des prix et l'accélération de l'inflation, favorisée plus que jamais par le financement de type public de la production et de la consommation. Cela entraîne l'aggravation de la limitation de la croissance des dépenses pour les besoins collectifs considérablement accrus de la population, afin de réserver le plus possible du prélèvement public et des ressources à l'aide **directe** aux monopoles. La hausse des prix accélérée mine les monnaies et renforce à son tour la recherche de hauts profits par la spéculation monétaire, à partir des immenses capitaux liquides en excédent. Elle provoque l'aggravation nouvelle de la tendance à l'insuffisance des débouchés nationaux et internationaux, à la surproduction et au chômage. Et déjà, les nouvelles conditions du progrès de la productivité s'annoncent, renforçant la tendance à un chômage plus massif et plus difficile à résorber, comme, par exemple, avec certaines transformations en cours dans l'industrie chimique après la crise de 1969-1970.

## QUELQUES INDICATIONS STATISTIQUES

Les analyses statistiques semblent bien confirmer cette explication générale. Nous n'avons ici la place que pour des indications très sommaires et partielles.

## Evolution de la composition organique du capital

— Etude bien connue du marxiste Joseph M. Gillman, sur les Etats-Unis jusqu'en 1952 (1). Elle conclut à un mouvement d'élévation jusqu'en 1914 suivi d'une baisse. En fait, d'après ses données, on constate une baisse au début de la période étudiée (se situant dans la longue phase de tendance aux dépressions plus longues, 1873-1895) et une tendance au relèvement après 1944.

1. The falling rate of profit  
Londres, 1957.

— Etude du marxiste Lutz Maier, dans la **Nouvelle Revue Internationale**, portant sur les sociétés industrielles par actions en République fédérale allemande de 1961 à 1968 (2). Elévation de la composition organique de 1961 à 1968. Le taux de profit dit global baisserait faiblement de 1961 à 1968 pour se relever légèrement en 1969, le taux de profit dit net s'élèverait. Mais l'auteur omet la chute très brutale de 1967 pour les deux taux. Selon ses données, la composition organique baisse légèrement en 1969, tandis que le chômage s'accroît malgré la croissance (ralentie) de la production.

2. Faits nouveaux en  
R.F.A. **Nouvelle Revue In-**  
**ternationale**, avril 1972.

### Evolution du rapport dit « capital-produit »

Plusieurs études non-marxistes portent sur l'évolution de ce rapport. Cette évolution, malgré des différences notables, a **certaines relations**, surtout si elle concerne l'industrie, avec l'évolution de la composition organique du capital. Ici, l'idéologie bourgeoise a fait grand cas du prétendu changement définitif ouvert à partir des années 1920 par la baisse. On constate, en fait, des fluctuations longues caractéristiques.

— Etude bien connue de Simon Kuznets, sur les Etats-Unis (3) jusqu'en 1955. On y rencontre la baisse de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et un début de remontée à partir de 1946.

3. Capital in the American  
Economy, N.B.E.R., Prin-  
ceton, 1961.

— Etude de Walter G. Hoffmann sur l'Allemagne jusqu'en 1950 (4). On y retrouve la baisse de 1873-1896.

4. Long term growth and  
capital formation in Ger-  
many, in « The theory of  
capital », édité par F.A.  
Lutz, Londres, 1961.

— Etude de M. J. Beckman et R. Sato, sur les Etats-Unis de 1909 à 1960 (5). A la baisse très marquée de l'entre-deux guerres surtout après 1920, succède l'arrêt de cette baisse et une très légère tendance à la hausse.

5. Agregate production  
functions and types of  
technical progress : A sta-  
tistical Analysis, « The  
American Economic Re-  
view », mars 1969.

— Etude de Helen Stone Tice, sur les Etats-Unis de 1929 à 1962 (6). Après la baisse, succède, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, une nette remontée jusqu'en 1958, à peine affaiblie en 1962.

6. Rapport à la 9<sup>e</sup> Confé-  
rence de l'Association in-  
ternationale pour la re-  
cherche sur le revenu et  
la richesse. Lom, Norvège,  
septembre 1965.

— Etude de Jacques Mairesse, sur l'industrie française de 1959 à 1970 (7), plus proche des réalités de la composition organique du capital. De 1950 à 1960 le rapport du capital fixe (net de l'amortissement) au produit (valeur ajoutée potentielle) serait soit stagnant, soit en faible baisse, mais il connaîtrait une nette tendance à la hausse de 1960 à 1970.

7. L'estimation du capital  
fixe productif, **Economie et  
Statistique**, Paris, juillet-  
août 1971.

On pourrait aussi considérer la croissance relative des dépenses et des prélèvements publics dans les pays capitalistes après la deuxième guerre mondiale, avec la croissance de la part de la fiscalité dans le revenu et la tendance à la hausse des coûts des services comme ceux d'éducation ou de santé.

Ce serait surtout pendant les années 1960 que se seraient élevées la composition organique du capital et les dépenses publiques, avec notamment aux Etats-Unis le progrès de l'automatisation dans l'industrie et les dépenses publiques pour les armements, l'espace, la recherche et l'éducation, sous la pression en particulier de la compétition avec le socialisme.

## **CARACTERES ORIGINAUX ET PERSPECTIVES DE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT**

Si la crise de structure s'explique fondamentalement par la nouvelle suraccumulation très importante et relativement durable de capital, la situation et les perspectives sont profondément originales par rapport à celles des années 1914-1944 qui ont connu une suraccumulation analogue.

### **CONDITIONS ORIGINALES DE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT**

Parmi les principales des conditions originales de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, on peut citer les suivantes.

1. La suraccumulation durable se produit dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat. Aussi la solution ne peut plus être comme en 1914-1944 l'intervention de l'Etat bourgeois. Celle-ci a, au contraire, conduit à l'excès durable nouveau des capitaux privés des monopoles. L'intervention de l'Etat monopoliste se développe, mais elle ne peut empêcher la crise de s'approfondir.

2. Il n'y a pas seulement eu une élévation importante de la composition organique du capital, avec les dépenses de l'achèvement de la révolution industrielle et du début de la révolution technique de l'automatisation. Sont aussi caractéristiques, les immenses frais prélevés sur la plus-value, concernant le développement du travail improductif, notamment les dépenses de recherche et d'éducation des débuts de la révolution scientifique. Il faut aussi considérer les prélèvements pour les consommations militaires.

3. Les conditions idéologiques et politiques dans la plupart des pays capitalistes sont caractérisées par un développement très supérieur à celui de l'entre-deux-guerres des organisations ouvrières.

res et de l'idéologie socialiste. L'intervention de l'Etat au profit des monopoles dans toutes les sphères de la vie sociale renforce les revendications démocratiques et antimonopolistes de toutes les couches de travailleurs. La salarisation massive constitue aussi une condition favorable au développement de l'idéologie anti-capitaliste.

4. Enfin les conditions internationales sont caractérisées par : — les progrès de la lutte universelle d'émancipation nationale dans les pays sous-développés, — la question de l'émancipation vis-à-vis du « leadership » américain qui se pose même pour les pays capitalistes développés, — et, surtout, les progrès des pays socialistes formant un système mondial et entrés dans la phase du socialisme développé. Déjà, avec le développement de la révolution technique et scientifique, commencent à se poser les questions de l'édification du communisme avec lequel le capitalisme ne pourra supporter la compétition.

### **CRISE GENERALE DU CAPITALISME ET ASPECTS PARTICULIERS DE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT**

La crise du capitalisme monopoliste d'Etat constitue une phase nouvelle de la crise générale du capitalisme. Cette crise générale est évoquée par Lénine, dès 1915, avec l'éclatement des antagonismes capitalistes lors de la première guerre mondiale. Celle-ci est déclenchée sur la base de l'exacerbation des luttes inter-impérialistes tendant, notamment, au repartage des sphères d'exportation des capitaux. Pour Lénine, il y a crise du système, malgré la croissance rapide de la production de guerre. La définition de cette crise générale n'empêche pas, bien au contraire, l'analyse léniniste de 1917 du passage du capitalisme monopoliste au capitalisme monopoliste d'Etat. On peut, en effet, considérer cette transformation, altérant si profondément la structure capitaliste qu'elle constitue comme l'« antichambre » capitaliste du socialisme selon le mot de Lénine, comme une expression de la crise générale. La révolution soviétique confirme et enrichit l'analyse de la crise générale, avec le début du processus historique du passage du capitalisme au mode de production socialiste.

Cependant, contrairement à une vision dogmatique et mécanique de la crise générale du capitalisme, son déroulement est marqué par des bonds ou tournants qualitatifs et l'on peut y distinguer des périodes profondément différentes.

Ainsi, après la deuxième guerre mondiale, on assiste à un essor rapide de la production correspondant à l'épanouissement du capitalisme monopoliste d'Etat. On assiste à une relative stabilisation du capitalisme faisant suite à la tendance aux reculs de 1917-1949. La crise générale prend la forme du développe-

ment du capitalisme monopoliste d'Etat, de la ruine du système strictement colonial et du rôle croissant du système socialiste à l'échelle mondiale.

Mais depuis 1967-1969, les difficultés économiques, sociales, idéologiques et politiques graves du monde capitaliste ouvrent une nouvelle période. Au lieu de répéter des formules sur la crise générale, il convient d'analyser les conditions nouvelles qui naissent et se développent actuellement, afin de se saisir pleinement des possibilités nouvelles de la lutte des classes. Avec la crise du capitalisme monopoliste d'Etat qui va s'étendre sur toute une longue période, le passage au socialisme par des voies originales est mis à l'ordre du jour dans les pays capitalistes développés eux-mêmes et à l'échelle universelle. La Conférence de Moscou des partis communistes et ouvriers a d'ailleurs déjà indiqué en 1969, la maturation nouvelle des conditions des luttes pour le socialisme dans les pays capitalistes.

Sur le plan économique, il faudrait pouvoir considérer de plus près les fondements profonds technologiques de la crise de structure, avec les débuts de la révolution technique centrée sur l'automatisation entraînant les débuts de la révolution scientifique, comme jadis la révolution centrée sur la machine-outil avait entraîné la révolution industrielle. Dans un premier temps, les dépenses en matériels et les frais du travail improductif ont été considérablement augmentés. Mais comme le confirment certaines transformations toutes récentes, ce que nécessite le développement de la révolution technique scientifique, en liaison avec les exigences de la dévalorisation massive du capital, c'est une diminution relative considérable des dépenses en travail pour les moyens matériels de production et une augmentation sans précédent des dépenses de développement des hommes (éducation, recherche, etc.). Il ne s'agit plus de faire la part du feu, dans une structure maintenant la domination du profit et de l'accumulation capitalistes, comme dans le capitalisme monopoliste d'Etat. C'est ce système même du capitalisme monopoliste d'Etat qui est en crise. Le but même du capitalisme, le profit pour l'accumulation, est mis en cause non plus de façon partielle comme par le passé, mais de façon totale par les exigences révolutionnaires du développement des forces productives.

On aurait pu aussi examiner de plus près les aspects les plus évidents de la crise : la crise du système monétaire capitaliste international. Celle-ci, couvant depuis longtemps, éclate avec la dévaluation de la livre à la fin de 1967 et avec la création du double marché de l'or en 1968. La théorie de la suraccumulation permettrait d'expliquer l'accélération de l'inflation ainsi que les énormes excédents de capitaux liquides flottant au gré de la spéculation, beaucoup plus massifs (50 à 60 milliards de dollars en 1972) que dans les années 1920, ou encore la thésaurisation de l'or. On pourrait voir comment le dollar a été miné non seulement comme monnaie américaine mais comme monnaie

internationale. Cela a entraîné, outre une première dévaluation décidée à la fin de 1971, la tendance à la hausse rapide du prix de l'or et donc à une certaine baisse des prix, des capitaux et des profits exprimés en or. On pourrait examiner la vanité des mesures prises par les Etats et les conditions internationales nouvelles de la crise du système monétaire par rapport à celle des années 1920 et 1930.

## **APERÇU DES PERSPECTIVES DE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT**

Afin d'évoquer rapidement les perspectives de la crise générale dans la phase actuelle, on peut les considérer soit du point de vue des monopoles et de leur pouvoir, soit du point de vue de la classe ouvrière et de ses alliés.

Les monopoles et leurs Etats s'efforcent de s'adapter et de trouver des « solutions » capitalistes à la crise du système. Vers 1967-1970, on assiste en France, comme d'ailleurs dans la plupart des pays capitalistes, au début de ce que le XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Français a appelé la « nouvelle étape de la politique » des monopoles et de l'Etat monopoliste. En considérant surtout le plan économique, on peut citer notamment les éléments suivants.

1. Les efforts de l'Etat pour intervenir moins par l'intermédiaire du « secteur public » financier et industriel et, au contraire, plus directement dans le secteur capitaliste privé, en considérant davantage l'économie globale comme un tout. En concertation plus étroite avec les monopoles, l'Etat favorise leur concentration accélérée et leur mainmise renforcée sur toutes les ressources nationales. La « planification » prend des formes davantage liées à la programmation des monopoles, en France notamment. Elle se généralise sous ces formes nouvelles à « l'américaine », dans les pays capitalistes avancés (République fédérale allemande, Italie).

2. Les tentatives de développement des ententes et intégrations interimpérialistes de type supranational, les efforts pour négocier et coordonner les politiques économiques, monétaires et commerciales. Ces efforts visent à lutter contre la croissance des antagonismes commerciaux et du désordre monétaire, contre les tendances nouvelles au heurt des politiques économiques et à la désintégration. Ils visent à faire retomber les difficultés sur les travailleurs des différents pays et, dans une certaine mesure, sur les capitalistes qui ne sont pas dans les principaux groupes financiers et dans les ententes ou groupes monopolistes multinationaux. Ils visent à rechercher de façon négociée de nouveaux débouchés pour les marchandises et les capitaux, y compris dans les pays dits en voie de développement et dans les pays socialistes.

3. Les efforts pour peser davantage avec les moyens de l'Etat et de façon contractuelle sur les salaires et contre le mouvement gréviste, pour freiner la croissance des dépenses collectives d'éducation, de recherche, de santé, d'urbanisme, de façon plus « rationnelle » selon la « logique » de la priorité du profit et de l'accumulation monopolistes, et pour mieux ajuster selon cette logique, les dépenses d'armements. Les tentatives visant à intégrer la classe ouvrière et les salariés au système, au nom d'une prétendue « participation » à la gestion et aux bénéfices. Les essais de réforme du système de formation professionnelle et d'éducation générale.

Ces « adaptations » des monopoles ne sont pas dénuées d'efficacité. Mais c'est le résultat de cette efficacité qui est dangereux pour le système. Loin d'arriver à stabiliser le système ou à construire comme elles le prétendent une « nouvelle société », elles ne font qu'exprimer et approfondir la crise. Loin d'édifier un nouvel étage du capitalisme monopoliste d'Etat, elles accroissent, par leurs réaménagements, les tensions dans tout l'édifice. Elles aggravent les antagonismes, en permettant de reculer les échéances, comme le montrent les tentatives concernant la crise du système monétaire ou celles du système d'éducation. En effet, leur efficacité tend à permettre la poursuite de la suraccumulation de capital des monopoles, en dépit de toutes les difficultés.

L'approfondissement de la crise de structure ne supprime pas les hauts et les bas de la conjoncture. Depuis la fin de 1971, il y a une reprise aux Etats-Unis et à l'échelle du monde capitaliste. Mais cette reprise est hésitante et, surtout, elle s'accompagne du maintien d'un chômage important, d'une hausse des prix qui demeure rapide.

Les graves difficultés économiques nouvelles s'expliquent, fondamentalement, par l'excédent formidable de l'accumulation des capitaux allant jusqu'à mettre en cause le but même du profit et de l'accumulation privés dans les nouvelles conditions technologiques. Si cela est vrai, il ne peut y avoir d'autre solution véritable de la crise actuelle du système que celle consistant à imposer, par la lutte de la classe ouvrière et de ses alliés, une autre logique que celle du profit et de l'accumulation des monopoles privés. Dans tous les pays capitalistes, les perspectives socialistes sont renforcées par les aspirations grandissantes à des changements démocratiques très profonds.

C'est dans ces conditions qu'en France, notre Parti Communiste propose comme issue à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat ce que nous appelons une démocratie économique et politique avancée ouvrant la voie au socialisme. Ce n'est pas encore le socialisme. Mais en raison, notamment, de la nationalisation des monopoles dominant des secteurs-clés de l'économie, même s'il demeure un secteur privé très important, la situation pourra être profondément changée en direction du socialisme. Au lieu d'un secteur nationalisé minoritaire, utilisé par une économie

dont le but est le profit et l'accumulation capitalistes, un secteur nationalisé dominant sera mis en place. Cela rendra possible de commencer à faire prédominer une autre logique économique, du moins à l'échelle de l'économie nationale, et d'entreprendre une planification démocratique. A condition, bien entendu, qu'en même temps, les forces démocratiques et ouvrières prennent le contrôle de l'Etat et qu'elles engagent une démocratisation politique profonde de la base au sommet, favorisant l'intervention de la classe ouvrière et des masses populaires. Cette démocratie économique et politique constituerait, selon nous, une forme de transition révolutionnaire au socialisme : un socialisme développé dans les conditions de notre pays.

L'adoption le 27 juin 1972 par le Parti socialiste et le Parti communiste français d'un Programme commun de gouvernement pour la prochaine législature, s'inscrit dans le cadre de notre propre Programme d'union populaire pour une démocratie économique et politique. Notons que la disposition du Programme de gouvernement qui provoque sans doute le plus de hargne et de scandale dans la classe dirigeante est celle concernant la nationalisation de l'ensemble du système bancaire et financier ainsi que celle des monopoles dominants des secteurs-clés de l'industrie. Si moins de 1 % du nombre des entreprises industrielles sera nationalisé, plus de la moitié de « l'investissement productif » national pourra être concerné par le nouveau secteur public étendu par les mesures concrètes prévues pour le début de la législature, sans compter le poids d'autres investissements publics dans l'infrastructure productive.

Sur le plan international, la compétition entre les systèmes capitaliste et socialiste va tendre à devenir plus favorable aux pays socialistes, dans la mesure où ces derniers développeront la révolution technique scientifique selon leurs possibilités spécifiques, de façon nationale et internationale, en contraste avec l'approfondissement de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. Les rapports économiques tendent à devenir plus intenses entre pays capitalistes et socialistes, sur une juste base négociée.

Tout en étant favorisés par les difficultés nouvelles de l'accumulation capitaliste, ces rapports ne pourront en aucune façon les résoudre, étant donné l'ampleur et le contenu de ces difficultés mettant en cause le système du profit et de l'accumulation privés. Ils favoriseront, au contraire, avec l'approfondissement de la coexistence pacifique, les possibilités de la rupture et du développement démocratiques dans les pays capitalistes en direction du socialisme, l'essor des forces productives socialistes et du système du socialisme développé, ainsi que la marche universelle vers le communisme et le triomphe du mode de production nouveau dans la compétition pacifique des deux systèmes.

Ainsi, de nouvelles grandes batailles de classes s'annoncent sur les plans national et international.